



IFLA  
2005  
OSLO

## World Library and Information Congress: 71th IFLA General Conference and Council

### "Libraries - A voyage of discovery"

August 14th - 18th 2005, Oslo, Norway

#### *Conference Programme:*

<http://www.ifla.org/IV/ifla71/Programme.htm>

3<sup>rd</sup> version: June 10, 2005

**Code Number:** 093-F  
**Meeting:** 130 SI - Africa

### **De la fracture numérique en Afrique à la fracture statistique** (From the digital divide to the statistical divide in Africa)

**Dr. Ksibi Ahmed**

Professeur à Institut Supérieur de Documentation de Tunis(e) Université de Manouba

[ahmed.ksibi@isd.rnu.tn](mailto:ahmed.ksibi@isd.rnu.tn); [aksibi@voila.fr](mailto:aksibi@voila.fr)

#### ***Abstract:***

*This article criticizes the tendencies to measure the progress towards the information society by the use of quantitative and statistical indicators elaborated by neo-liberal international organizations based mainly on criteria of computers and telecommunications equipments. In order to determine the extent of the digital divide of the new range of indicators such as the Digital Access Index (DAI) of the International Union of Telecommunications (IUT) as to apply to the arrangements of the World Summit on the Information Society (WSIS Geneva, 2003), or like those of the World Bank's Network Readiness of Economies in which telematic equipments are made as a reference. Even though it seems true that the connexion criteria are necessary, they are certainly not a sufficient condition to implement the Information Society.*

*Our approach is to reject this unified conceptualization of the Information Society and decline the standard measures of the digital gap. Because they are noticeably technical and market oriented, the comparative measures such as DAI of the IUT dissimilate the terms of the Information Society as defined by the declaration of principles and the action plan of the WSIS. The image of this society that should be culturally influential via the libraries and museums as to their international commitments is dulled by the*

*domination of cables and electronic chips. A miserable portrait of African countries is drawn by the IUT's index in which the two thirds lay at the bottom of the table.*

*Based on objective matters that consider the value of informational culture and literacy we propose alternatively indicators focus on the frequent use of libraries in order to estimate the preparation to the Information Society, the "e-readiness".*

*Taking into account the indicators of behaviour and cultural practices allows the description of the Information Society in a more rational way. If we consider criteria of reading, and informational culture, Africa would reveal a better image of a culturally rich and promising continent. Through the divergence of the two ideological and methodological views we will try to show the close liaison between the digital divide and the "statistical gap" as established by the international neo-liberalism.*

## **Résumé :**

Cet article critique les tendances à mesurer le progrès vers la société de l'information par des indices statistiques quantitatifs élaborés par les grandes organisations internationales du néo-libéralisme qui se concentrent sur des indications sur les équipements d'informatique et de télécommunication.

Afin de préciser l'étendue de la fracture numérique des nouvelles batteries d'indicateurs synthétiques comme celui de l'Indice d'accès numérique (IAN, DAI Digital Access Index) de l'Union Internationale des Télécommunications ou comme ceux du « network readiness of economies » de la Banque mondiale privilégient l'infrastructure télématique. Par ces indices la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement notamment les pays Africains est imparfaitement mesurée. Un portrait misérabiliste des pays Africains, dont les deux tiers se trouvent en bas du tableau, est dressé par l'indice de l'UIT.

Notre approche récuse la conceptualisation unifiée de la société de l'information et décline les mesures standardisées de la fracture numérique parce qu'elles sont manifestement de tendance technicienne et marchande.

Les mesures comparatives comme l'IAN de l'UIT dissimulent les traits de la société de l'information telle qu'elle est tracée dans la déclaration de principe et le plan d'action du SMSI.

L'image de cette société, qui devrait être culturellement rayonnante par la présence des œuvres de l'intelligence et de la beauté, conservés dans les bibliothèques et des musées, est ternie par la domination des câbles et des pécules.

A partir des données objectives se basant sur des variables qui mettent en valeur la culture informationnelle « la littératie » nous proposons en alternative des indicateurs qui se basent sur la fréquentation des bibliothèques afin d'estimer le degré de la préparation à la société de l'information, le « e-readiness ».

La prise en compte des indicateurs de comportements, des usages culturels permettrait de décrire la société de l'information d'une façon plus rationnelle. Si on comptabilise les critères de lecture et de littératie l'Afrique ne sera plus la lanterne rouge. Elle aura plus de chance de révéler son vrai visage d'un continent culturellement riche et prometteur.

A travers la divergence des deux visions idéologiques et méthodologiques nous essayerons de démontrer qu'il existe une liaison étroite entre la fracture numérique et « la fracture statistique » telles qu'elles sont établies par les organisations gouvernementales internationales du néo-libéralisme.

## 1-Introduction

La mondialisation s'accompagne d'une extension et d'une densification des réseaux. Pour cette raison, l'accélération de la diffusion des réseaux au Sud constitue une priorité stratégique pour les bailleurs de fonds<sup>1</sup> depuis les sommets des pays les plus industrialisés, le G7 de Bruxelles en 1995 et le G8 de Okinawa en 2000. La Banque mondiale, le FMI, et les grandes organisations internationales du néo-libéralisme visaient par le développement d'un service universel des télécommunications, appuyés par l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), à libéraliser le secteur, et à relancer les économies en crise.

Pour ceux-ci, la mesure de la connexion aux réseaux numériques et essentiellement l'Internet, et la solvabilité des pays apparaissent essentielles pour estimer l'état de développement de « la société de l'information ». Ces mesures évacuent les variables de la culture informationnelle, ignorent l'évolution des pratiques et des comportements culturels, et négligent plus précisément la fréquentation des bibliothèques et l'usages des sources informationnelles. Alors que ces variables devraient être considérées comme des critères de base pour mesurer l'avancement vers la société de l'information si on suit bien les recommandations du plan d'action du sommet mondial de la société de l'information<sup>2</sup> (SMSI, Genève 2003).

D'ailleurs le choix de l'UIT, l'institution onusienne organisatrice du SMSI, au détriment de l'UNESCO traduit la tendance «technico-économique».L'intégration des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTICs) dans toutes sociétés est la priorité affichée au dépens de son développement culturel et intellectuel. Cette tendance souligne par la même la volonté d'équiper la planète toute entière par des ordinateurs et de réseaux afin de permettre, par l'ouverture de nouveaux marchés, la croissance économique.

En application des dispositions du sommet mondial de la société de l'information (SMSI Genève 2003)<sup>3</sup> un indice composite appelé « Indice d'accès numérique » (IAN) (DAI Digital Access Index)<sup>4</sup> est établi par l'UIT comme référence pour instaurer la société de l'information.

Cependant les tendances techniciennes et marchandes se sont rapidement manifestées dans la sélection des indicateurs de l'IAN élaboré par l'UIT. Ainsi, les chiffres et mesures recherchés de l'IAN se concentrent sur le taux de connectivité, et ils sont trop orientés vers la rentabilité économique, vers la solvabilité des usagers (Affordability). Par conséquent, la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement notamment les pays Africains est imparfaitement mesurée par l'indice DAI de l'UIT.

L'IAN distingue les pays en quatre catégories selon la connectivité aux NTICs et l'accessibilité à ceux-ci : (Accès élevé, important, moyen et faible).Les deux tiers des pays Africains se trouvent classés dans la dernière catégorie.

Ce qui est grave c'est que cet indice, qui est maintenant cité par les instances internationales comme référence, permettrait d'identifier les caractéristiques qui contribuent à l'attractivité des

---

<sup>1</sup> - Bernard Conte(2001).-La fracture numérique en Afrique : [http://conte.u-bordeaux4.fr/Publica/conte\\_dt65.pdf](http://conte.u-bordeaux4.fr/Publica/conte_dt65.pdf)

<sup>2</sup> - Documents : [www.itu.int/wsis](http://www.itu.int/wsis)

<sup>3</sup> -La section E, article 28 du plan d'action du SMSI stipule la conception « des indicateurs et des critères de référence adaptés, y compris des indicateurs de connectivité communautaire, devraient permettre de préciser l'étendue de la fracture numérique, dans ses dimensions nationales et internationales et de l'évaluer à intervalles périodiques, pour faire le point sur les progrès réalisés par les pays dans l'utilisation des TIC en vue d'atteindre les objectifs internationaux de développement, notamment ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire ».

<sup>4</sup> - the ITU's upcoming 2003 edition of the World Telecommunication Development Report (WTDR) ITU Digital Access Index: World's First Global ICT Ranking

territoires, pays et/ou régions pour les investissements, pourrait constituer une représentation faussée des potentialités des pays jeunes, notamment Africains.

Devant les lacunes des indicateurs de l'UIT, nous proposons une mesure de la distance numérique à partir des indicateurs statistiques concernant l'évolution des pratiques et des comportements informationnelles des jeunes pour rétablir les meilleurs soubassements théorique et pratique d'une société de l'information cognitive. Des variables de la culture informationnelle concernant la fréquentation des bibliothèques et du développement de la littératie devraient être considérées comme des critères de référence pour mesurer les progrès réalisés pour atteindre la société de l'information notamment par les pays africains. Les indicateurs que nous proposons sont à contre courant des indicateurs statistiques qui sont élaborés par l'UIT .

En regardant de près les indicateurs composant l'IAN, on constate qu'ils ôtent les variables du développement de la culture de l'information en ignorant les indicateurs de la lecture et la fréquentation des bibliothèques.

Ce sont pourtant ces activités et ces comportements qui sont nécessaires pour former une société cultivée et innovante . La citoyenneté de la société globalisée de l'information ne sera conquise que par l'accès aux sources d'information. Ce sont les bibliothèques, véritables " passeurs", médiateurs, qui permettent d'accéder gracieusement aux sources formelles et aux supports écrits valables et qui engendrent par la même le comportement de la littératie. Ce comportement, permet le maniement aisé de la langue et de l'écriture, exigences requises pour la survie économique, pour la défense dans un monde complexe et incertain. La lecture est indispensable afin de préparer une société qui pense et non pas qui dépense et qui se dispense. Elle est nécessaire pour former un peuple qui sache réfléchir et innover, car toutes créations en découlent.

Des préoccupations techniciennes et marchandes sont manifestes dans la sélection des indicateurs de l'IAN.

La tendance techniciste de l'UIT s'exprime dans sa forme la plus manifeste par le choix des indicateurs qui privilégient la mesure du développement des infrastructures<sup>5</sup> (la prévalence des indicateurs qui sont au nombre de 7: les services de la téléphonie, la bande passante internationale pour Internet par personne à titre d'exemple...) pour classer les pays, au dépend de la dimension des pratiques culturelles de l'information (2 indicateurs seulement : 1) l'alphabétisation des adultes 2) la Combinaison entre l'accès à Internet aux écoles primaires, secondaires et à l'université). Par conséquent, la fracture numérique entre les pays industrialisés et les pays en développement, notamment les pays Africains, est imparfaitement mesurée par l'indice de l'UIT<sup>6</sup>.

La tendance de l'UIT est aussi marchande. Elle traduit la volonté d'équiper d'ordinateurs la planète toute entière afin de renforcer « booster » la croissance économique des pays exportateurs de technologies. Ainsi, les chiffres et mesures recherchés de l'IAN ne se concentrent pas seulement sur le taux de connectivité , mais sont- ils orientés vers la rentabilité économique, comme le souligne le choix « étrange » de l'indicateur sur la solvabilité des usagers (Affordability), pour estimer le développement vers une société basée sur le savoir et la connaissance. La mesure de la fracture numérique par l'UIT actuellement limitée aux secteurs d'équipement numérisés, est même , à bien des égards, partielle .

---

<sup>5</sup> -Huit paramètres ont été pondérés selon des coefficients différents avant d'obtenir l'indice à travers une formule mathématique : [http://www.itu.int/newsroom/press\\_releases/2003/30.html](http://www.itu.int/newsroom/press_releases/2003/30.html)

<sup>6</sup> - The ITU's upcoming 2003 edition of the World Telecommunication Development Report (WTDR )-ITU Digital Access Index: World's First Global ICT Ranking

La critique de ces concepts et méthodes de l'UIT est d'autant plus légitime que celles-ci reposent sur des présupposés théoriquement et pratiquement invalides

## 2- Pour une révision de la notion de fracture numérique:

Malgré sa notoriété soudaine, le concept de « fracture numérique », n'est pas un concept opératoire, et crée pas mal de frustrations. Ce concept de fracture devenu en vogue actuellement dans les instances internationales, ne s'est révélé qu'après 1995, année où Jacques Chirac, candidat à l'élection présidentielle, a fait de la « fracture sociale » le slogan de sa campagne.

De fracture sociale dans le sens d'une « rupture au sein d'un groupe, entraînant une situation conflictuelle » plus d'un champ où ce nouveau concept de fracture est employé à mal escient. La notion de fracture numérique est employée à contre sens si le SMSI et l'UTI vise à rapprocher les pays par des connexions. Car si on reconnaît que la cassure et la coupure est la signification tragique de la notion de fracture, la rupture ayant été consommée ne permet plus liaisons télématiques. Par conséquent les fondements du mythe de la société globale de l'information, l'accessibilité de tous et la disparition des inégalités, est déjà remis en cause par l'emploi d'un concept mal approprié.

Un nouveau concept peut être formulé, dans le même sens que les Anglophones qui ont abandonné la notion de fossé de « Gap », des années soixante dix, qui a une conception du monde trop disparate, pour la notion de division « digital divide<sup>7</sup> ». Celle-ci met l'accent sur les dissemblances, évoque une subdivision administrative qui peut être porteuse de l'espoir de jeter les ponts entre les deux univers, (bridging<sup>8</sup>) un autre concept Anglo-saxon devenu en vogue.

Le débat sur la question de la « fracture numérique », en particulier dans une perspective de la contradiction Nord-Sud, n'est pas de la dernière décennie.

La problématique du déséquilibre de l'accès à l'information a été traitée depuis les années soixante dix, après les revendications des pays du Tiers monde en faveur d'un nouvel ordre mondial de l'information (NOMIC). Il s'agit à l'origine des questions d'études de la Commission MacBride et d'actions exprimées dans l'enceinte internationale de l'UNESCO. Bien que les revendications du NOMIC se sont soldées par l'échec<sup>9</sup> elles restent toujours valables.

Malgré le formidable développement dans cette dernière décennie des moyens d'accès et de transmission de l'information qui bannissent les frontières, le déséquilibre qui règne entre riches en information et pauvres en information, à la fois à l'intérieur des pays et entre les pays, ne cesse de creuser les écarts au fil du temps. Selon les périodes le déséquilibre prend des allures différentes et des dénominations différentes. Pendant cette phase de l'hégémonie néo-libérale et de la mondialisation, la notion de fracture numérique est apparue plus récemment, est utilisée par les instances internationales pour traduire cette situation des déséquilibres grandissants dans l'usage des réseaux d'information digitalisés.

Cette fracture devrait correspondre dorénavant à une vision plus historique, culturelle et sociétale. Il ne suffit pas que le déséquilibre critiqué sous différentes appellations depuis un demi

---

<sup>7</sup>- Gurova, Elissaveta, Christoph Hermann, Jos Leijten et Bernard Clements (2001) : The Digital Divide – A Research Perspective. A Report to The G8 Opportunities Task Force. Bruxelles: Joint Research Centre

<sup>8</sup>- Bridging the Digital Divide voir le site spécialisé : <http://www.bridges.org/>

- Hamilton Mphidi (2004) Digital divide or digital exclusion? the role of libraries in bridging the digital divide in : Liasa conferences. <http://www.liasa.org.za/conferences>

- Donna L. Hoffman and Thomas P. Novak. "Bridging the Racial Divide on the Internet." Science 280 (17 April 1998): 390-391.

<sup>9</sup>- les Etats-Unis firent cesser le débat en quittant l'organisation

siècle, étale seulement les différences d'équipement mais on doit y ajouter d'autres dimensions notamment celles qui concernent le contenu et la qualité des sites des sources d'information.

Car si l'infrastructure constitue le critère clé de séparation entre les nations disposant, ou pas, des NTICs, « la fracture numérique » ne sera plus qu'une simple fissure. C'est un véritable abîme, de plus en plus large et profond, qui sépare ceux qui accèdent facilement aux NTICs et ceux beaucoup plus nombreux qui en sont exclus. A fortiori, un véritable gouffre qui sépare les pays d'Afrique des pays développés est décrit par la majorité des statistiques des instances internationales.

Ces quelques chiffres, dont la validité des données ne peut être mise en doute, suffisent à démontrer le grand fossé : selon le Rapport annuel du Programme des Nations Unies pour le développement <sup>10</sup>(PNUD) les Etats-Unis et le Canada, qui n'abritent que 5% de la population mondiale, concentrent plus de 50% des internautes alors que moins de 1% de connectés en Afrique représente 13% de la population mondiale. De plus la ville de New York compte plus d'ordinateurs centraux que l'ensemble du continent africain. L'Afrique subsaharienne reste le parent pauvre de cette société virtuelle dans la mesure où c'est le cas de seulement 0,4% de sa population (PNUD, 2001b, p. 13). Les difficultés structurelles sont liées aux coûts du matériel, importé et fortement taxé, qui entravent l'accès à l'Internet. Selon UIT, la connexion téléphonique de 5 % d'Africains nécessiterait un investissement de 50 milliards de dollars. Or, selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), "ce montant dépasse largement les capacités de financement du secteur public ». Comme le téléphone, le micro-ordinateur reste hors de prix pour l'écrasante majorité d'Africains.

Forcément avec l'indice l'IAN de l'UTI qui incluent des indicateurs des technologies de pointe (la bande passante internationale pour Internet par personne et le nombre de personnes disposant d'accès haut débit pour 100 habitants) comme critère de classement, le podium de la meilleure connectivité est occupé par les pays les mieux équipés. Le premier pays africain, qui pointe le nez est Les Seychelles qui n'occupe que le 52<sup>ème</sup> rang.

Des deux extrémités nord et sud de l'Afrique, du Cap blanc au Cap de bonne espérance, les pays qui font des efforts comme l'Afrique du Sud et la Tunisie ne figurent respectivement qu'à la 78<sup>ème</sup> et la 95<sup>ème</sup> place dans la catégorie des communautés de moyenne connectivité alors qu'Internet existait déjà en Tunisie depuis 1989. L'émergence de technopoles internationalement connus<sup>11</sup>, El Ghazala en Tunisie et Gauteng en Afrique du Sud, prouvent par ces mécanismes d'ancrage, le dynamisme d'intégration des NTIC au tissu socio-économique. Dans le mouvement d'internationalisation de la production, certains pays Africains (Maroc, Egypte) tentent de s'intégrer aux réseaux internationaux des NTIC.

Le foisonnement de projets, qui associent parfois les bibliothèques<sup>12</sup>, démontrent la créativité et la vitalité de ces deux pays pour accéder à la société informationnelle<sup>13</sup>.

---

<sup>10</sup> - PNUD (2001b) : Human Development Report: Making New Technologies Work for Human Development. New York : Oxford University Press, Inc. ,2001.- 264 P. ISBN 0-19-521835-3

<sup>11</sup> -Op.Cit. PNUD: Human Development Report (2001)

<sup>12</sup>- Smart Cape Access Project : Library Business Corners based in 33 of the City's public libraries, these corners provide accessible information on starting and running small businesses, as well as resources and access to support services and other national, regional and local small business support networks. [http://www.bridges.org/capetown/cpt\\_dd\\_leaflet.pdf](http://www.bridges.org/capetown/cpt_dd_leaflet.pdf).

<sup>13</sup>Op.Cit. Hamilton Mphidi (2004).- Digital divide or digital exclusion Initiatives in bridging the digital divide in South Africa

Les deux autres extrémités est et ouest de l'Afrique, du Cap Guardafui au Cap Vert , Du Kenya qui est à la 134<sup>ème</sup> place au Sénégal vient à la 158<sup>ème</sup> place, les positions ne représentent guère l'effort à élargir le champs de connexion par le maillage du territoire par les sociétés nationale de télécommunications.

Selon plusieurs études, l'activité sur Internet est particulièrement dynamique en matière d'enseignement à distance au Sénégal et au Kenya .

Dans le contexte général africain, la réalisation de plusieurs projets d'introduction des NTIC dans les institutions sociales, éducatives et culturelles africaines est techniquement faisable . L'Initiative Société de l'information en Afrique (AISI) conçu par le CEA (Conseil économique et social Africain de l'OUA) depuis 1996, a permis le démarrage des projets pilotes du processus de développement de l'Infrastructure nationale d'information et de télécommunications (INIC) dans vingt-deux pays africains au titre de groupe central <sup>14</sup>. Plusieurs autres activités de diffusion de connaissance et de formation de haut niveau tels que l'Université virtuelle africaine, SchoolNet Africa et l'African Regional Advanced Level Training Institute (AFRALTI) au Kenya , ... militent en faveur de l'accélération de ce qu'il est désormais convenu d'appeler l'inclusion numérique.

Selon plusieurs sources le nombre d'utilisateurs d'Internet est en train de progresser d'une manière exponentielle<sup>15</sup> . Conte affirme que « le taux de croissance annuel moyen de l'Indicateur du Développement d'Internet en Afrique (IDIA) sur la période 1997-2000 pour les quinze premiers pays Africains est supérieur à 50 pour cent. »<sup>16</sup>. D'ailleurs l'UIT a reconnu dans son " Rapport sur le développement des télécommunications 2003 " que les pays qui obtiennent les taux de croissance les plus élevés semblent être ceux qui accusaient initialement un certain retard. En Afrique, les NTIC s'intègrent progressivement, à des degrés de densité variables, dans différents aspects de la vie sociale et constituent autant d'outils et de ressources porteurs d'enjeux, de modalités d'organisation, de représentations, de modèles culturels et de savoirs produits.

L'Afrique subsaharienne est en train de remonter la pente grâce à la téléphonie mobile qui a dépassé depuis 2001 la téléphonie fixe . Le cas de la République démocratique du Congo étudié par Raphaël Ntambue est une figure exemplaire du développement des NTIC. Pays ravagé par la guerre, demeure le moins bien équipé d'Afrique, il n'est cependant pas resté à l'écart du boom des télécommunications. Le saut technologique est un fait quand le nombre d'abonnés au téléphone est multiplié par quinze en cinq ans grâce aux systèmes mobiles, et ce sans que l'État n'intervienne vraiment.

Bref l'Afrique a été la région du monde dans laquelle les ventes des portables ont le plus progressé sur la période 1998-2003

Ces données démontrent que la fracture numérique ne serait pas aussi importante qu'on le croit. Toutefois il faut reconnaître que l'Afrique demeure toujours handicapée par l'infrastructure en matière de NTIC surtout celles les plus à la pointe.

Pour l'indice de l'IAN, c'est aussi le « faible nombre d'accès à l'Internet haut débit déployés aux pays développés les mieux équipés » qui cause le problème du sous classement. Selon ces

---

<sup>14</sup> -Le processus de développement de l'Infrastructure nationale de l'information et de la communication (INIC) en Afrique/fda ; octobre 1999

<sup>15</sup> - Les chiffres d'utilisation sont (" estimated Internet users ", au sens de l'Union internationale des télécommunications) rapportés à la population Les chiffres d'utilisation sont généralement plus élevés que ceux des souscripteurs d'Internet (Internet subscribers)

<sup>16</sup> Op.Cit Bernard Conte.-La fracture numérique en Afrique

statistiques, les différences entre les pays industrialisés et ceux en développement vont crescendo, et sont d'autant plus marquées, que la mesure porte sur les technologies les plus récentes et les plus complexes, ou qu'elle englobe l'intensité des usages<sup>17</sup>.

Cependant il ne faut pas compter seulement sur ces critères techniques pour évaluer la progression des pays en matière d'information et de connaissance. Ces indicateurs ne sont pas toujours valables car les mutations technologiques sont rapides et faciles à dépasser, les habitudes et les attitudes par contre durent dans le temps, sont difficiles à changer<sup>18</sup>.

Il est vrai que certaines conditions objectives communes de la majorité des pays africains, les taux d'analphabétisme des adultes très élevé<sup>19</sup>, par exemple, semblent les condamner à se retrouver toujours en queue de peloton.

En revanche, si le critère d'évaluation choisi est un comportement humain plus volontaire, la lecture et la littératie (qu'il ne faut pas confondre avec l'alphabétisation<sup>20</sup>) les pays d'Afrique ne se classeront pas toujours dans les derniers rangs.

D'après les données contenues dans les Annuaire de l'UNESCO, 1995-1999, l'Afrique peut dépasser de loin les puissances militairement et économiquement dominantes. L'Égypte compte plus d'inscrits dans ses bibliothèques publiques (456,000 en 1999) que les Etats unis (60,400 en 1995) et le Royaume Unis (57,000 en 1997) ensemble. Des pays ravagés par des guerres et des génocides comme le Rwanda compte en 1995 deux fois plus d'inscrits dans ses bibliothèques (66,000/ 8 millions d'habitants) que le Norvège pays bénéficiant de l'homogénéité, de la sécurité, grâce aux ressources très importantes (12,280/ 4,5 millions).

Ces statistiques ne doivent pas nous étonner parce que d'autres statistiques et d'autres sources corroborent cette tendance. En effet, selon les compilations statistiques de l'IFLA<sup>21</sup> le nombre d'inscrits dans les bibliothèques Africaines est plus important que celui de l'Amérique du sud. Pour une population Africaine qui compte le double de l'Amérique du sud il y'a 5.5 million d'inscrits dans ses bibliothèques par contre en Amérique du sud il n'y a que 318 mil inscrits. De plus selon la même source le nombre de transaction de prêts en Amérique du sud n'est que le dixième (48 millions de prêts) de celui de l'Afrique (485 million de prêts). Si on comptabilise donc la lecture et la littératie l'Afrique ne sera plus la lanterne rouge.

Si on considère le potentiel humain existant en mettant particulièrement en contribution la jeunesse et en recensant les comportements informationnelles des jeunes, les critères de référence pour mesurer l'instauration de la société de l'information seront plus plausibles.

L'Afrique, malgré la pandémie du SIDA, a un avantage de la structure en âge de la population<sup>22</sup>, mettant en évidence la catégorie des jeunes dont la volonté à se saisir des nouvelles technologies est facile à démontrer. Des activités informelles occupent des milliers de jeunes dans chaque

---

<sup>17</sup> - Ainsi, les différences entre les équipements de téléphonie fixe sont de l'ordre de 1 à 10 entre les pays de l'OCDE et les pays émergents. Cette différence passe 1 à 100 quand on comptabilise les serveurs Internet.

<sup>18</sup>- Selon Amadou Top «C'est le niveau d'utilisation de l'Internet que compte le Sénégal qui cause problème. Il est à peine plus de 1% de pénétration selon les critères de l'IUT le nombre d'abonnés à Internet stagne entre 15 et 20.000 et le nombre d'internautes se situe toujours entre 100.000 et 150.000 ce qui est bien peu ramené aux dix millions de Sénégalais et de Sénégalaises » in : Au-delà du développement de l'infrastructure. <http://www.osiris.sn/> l'observatoire sénégalais Osiris

<sup>19</sup> les taux d'analphabétisme des individus de plus de 15 ans en Afrique est de 41 %

<sup>20</sup> - Monique Lebrun .- L'évolution des pratiques de fréquentation des bibliothèques et du développement de la littératie à l'adolescence- in : 70<sup>ème</sup> Conférence de l'IFLA à Buenos Aires, 2004

<sup>21</sup>- IFLA -. Global Library Statistics 1990-2000 . September 2003( DRAFT)

<sup>22</sup> Un continent d'environ 700 millions d'habitants, dont plus de la moitié a moins de 20 ans ... En 2015, selon les projections des Nations Unies, les Africains représenteront 12 % de l'humanité, contre 10 % aujourd'hui



pays africains : Des ventes de téléphones, de cartes prépayées téléboutiques, médiation dans les cybercentres, ventes et réparation des ordinateurs, bricolage des récepteurs et des portables. La profusion de ces activités depuis les dernières années, témoignent de la vitalité .... Ce dynamisme peut être constaté dans l'immense marché international spontané des produits numériques dans les « villes mondes informelles » comme celle d'Alaba <sup>23</sup> près de Lagos au Nigéria qui témoignent de modes d'inclusion dans la mondialisation sous des formes totalement déviantes par rapport au modèle occidental.

Si le nombre de ses jeunes, dans ces nouveaux espaces, et leurs pratiques sont incluses comme critère de référence, dès lors certains pays développés se retrouveront très loin derrière quelques Etats Africains, pourrait-on même en venir à s'interroger ?

De plus, si les contenus culturels et les capacités d'usage non marchands des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTICs) devenaient un indicateur( par exemple : le pourcentage de sites Internet à usage culturel et social par rapport au nombre de sites commerciaux), on se demande où passerait la ligne de fracture numérique.

De fait, le problème de la fracture numérique n'est pas tant celui de l'équipement matériel, qui peut se résoudre de différentes manières, et pas seulement par le biais de l'Etat .D'ailleurs l'UIT a reconnu dans son " Rapport sur le développement des télécommunications 2003 " que la fracture numérique ne serait pas aussi importante qu'on le croit, et que ce sont plutôt les statistiques qui faussent le jeu. Selon elle, il est difficile de connaître la réalité de la fracture numérique sans l'objectivation des statistiques.

### **3- La fracture statistique**

En résumé de ces exemples de données statistiques contradictoires d'analyse de la fracture numérique, le clivage devient apparent au niveau des deux visions idéologiques et méthodologiques , on peut différencier :

- Une approche techniciste , privilégiant le quantitatif et le « combien », regroupant des organisations gouvernementales à vocation internationale, dotés d'importants moyens mais très distants du terrain et de la réalité sociale ; ils travaillent sur le long terme, leurs données sont en général fiables et actualisées, leurs méthodes et outils sont professionnels. Cette approche qui vise à établir des comparaisons et qui repose sur un indicateur synthétique prenant en compte de nombreux facteurs, qui vont des infrastructures, aux capacités d'utilisation et englobent les éléments de l'environnement économique légal et politique, apanage des grandes structures du néo-libéralisme. Les indicateurs de l'UIT sur l'accès numérique (IAN) et du « network readiness of economies » du programme Infodev de la Banque mondiale le montrent. L'approche dominante étant technologique et sectorielle, les politiques publiques se définissent principalement à partir de ces indicateurs quantitatifs. Recenser, dénombrer, : l'enjeu de la mesure est l'une des préoccupations quasi obsessionnelles des organisations gouvernementales que de vouloir mesurer l'ampleur d'un phénomène. La question est davantage posée « quantitativement » que « qualitativement ». Pour accentuer l'effet, le « quantitatif » est très généralement orienté vers les infrastructures davantage que sur les usages.

---

<sup>23</sup> - Rem Koolhaas, 2000, « Lagos, Harvard Project on the City », in Mutations, ACTAR, Arc en rêve Centre d'architecture, Bordeaux.

• D'une approche humaniste, plus sectorielle et territoriale, privilégiant les usages et le « comment », souvent portée par des acteurs locaux, associatifs ou publics, et qui rend compte cas par cas, des réussites, des échecs de la société de l'information plutôt qu'il ne la compte.<sup>24</sup>

Dans cette logique il faut éviter une approche globalisante en raison de la forte hétérogénéité de la configuration des sociétés de l'information, et des pays concernés. Ce ne sont pas des constatations trop générales qui peuvent permettre

d'appréhender les processus concrets d'insertion et de diffusion des NTIC et les

enjeux qui les accompagnent. Même si la mondialisation encourage les comparaisons entre les pays et les régions, à périodicité semblable, les évolutions ne sont pas structurellement identiques, notamment en raison de phénomènes de seuil et d'émergence.

D'ailleurs l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a donné une définition de la fracture numérique qui tient compte des spécificités: le terme se réfère aux disparités entre individus, foyers, entreprises et aires géographiques aux différents niveaux socio-économiques, en termes d'accès aux NTIC et d'utilisation de l'Internet pour une large variété d'activités. Les clivages sociaux se retrouvent à toutes les échelles et les différences d'usages des NTIC se calquent sur les disparités existantes ( hommes /femmes, riches/ pauvres, urbain /rural ).

Pour l'OCDE, les deux facteurs les plus importants de ces disparités sont les facteurs de revenus et d'éducation. D'ailleurs les études sociologiques depuis Bourdieu en France ont démontré que l'Habitus de la lecture , de la connaissance et aussi de l'utilisation des NTIC des jeunes sont tributaires du leur capital scolaire et celui de leur parent. Ce n'est ni la possession des biens culturels , ni la résidence de la famille... qui influent à la fois sur la lecture et sur l'appropriation des NTIC.

Face à cette dichotomie entre deux approches , la question plus générale est de savoir comment donner à voir la Société de l'information. C'est un travail sur la vision de notre monde et sur sa représentation, dont il est question, à travers cette volonté d'observation de la société.

La société de la connaissance doit être multiple plurielle, et se concentrer sur les aspects «socioculturels » plutôt que sur ceux technologiques.

#### **4-Proposition de redéfinition des indicateurs de la société d'information.**

A travers ces remises en cause, même limitées, de l'étroitesse de certains indicateurs de certaines organisations gouvernementales, on aurait alors une visée stratégique. Les politiques publiques se définissent principalement à partir de ces indicateurs quantitatifs des organisations internationales, il est primordial de critiquer les indicateurs statistiques qui sont élaborés par (UIT) dans le but de développer un autre cadre comparatif proche de la réalité dans lequel tout pays du monde peut mesurer son progrès vers la société de l'information .

Il s'agit de la redéfinition des indicateurs des statistiques officielles de la mesure de la société de l'information qui devraient saisir la diversité des comportements et des attitudes informationnelles des jeunes et de connaître leurs usages spécifiques aussi bien des NTICs que leurs fréquentation des bibliothèques. Leurs itinéraires physiques et leurs parcours intellectuels, les façons matérielles et symboliques de s'inscrire dans les services d'informations sont la matrice de la nouvelle socialisation .

Ceci est apparent chez certains jeunes, acteurs de la société de l'information qui définissent leurs stratégies de promotion dans les nouvelles possibilités d'accès à des informations cognitives ou

---

<sup>24</sup>-Véronique Kleck .Visions du monde et société de l'information : vers un observatoire des sociétés de la connaissance

des opportunités d'affaires ou de relations via Internet et les systèmes d'information. Les itinéraires de ces acteurs et leurs visions redessinent les nouveaux rapports sociaux et de pouvoir<sup>25</sup>.

Les relations d'un point de vue de l'économie virtuelle qui comporte moins d'intermédiaires entre producteurs et acheteurs permettent probablement de mieux tirer partie des potentialités des nouvelles technologies. Cette façon de fonctionner permettent d'opérer un changement de perspective en passant d'une lecture verticale des rapports et des échanges à un paradigme plus horizontal. Contrairement aux autres secteurs de l'économie où le primat est accordé aux aînés, ce sont les jeunes (considérés comme un groupe socialement marginalisé et économiquement passif) et particulièrement la population estudiantine qui semblent s'approprier le réseau mondial en trouvant dans les accès publics un exutoire légitime pour pallier les différentes contraintes endogènes des pays africains, remettant ainsi en cause l'aspect hiérarchique dans l'appropriation des outils.

Mesurer l'impact, au niveau des représentations des pratiques, des usages de jeunes aux profils extrêmement variés, qui partagent le fait de s'être investis dans la bibliothèque et les services et sources documentaires, jouent un rôle central dans le modelage de la société de l'information.

Ce sont surtout les indicateurs statistiques, définissant l'évolution des pratiques de fréquentation des bibliothèques et du développement de la littérature, les capacités d'usage des NTICs et des comportements informationnels des jeunes, qui permettent de mesurer les progrès réalisés par les pays en développement afin de réduire la fracture numérique et, ainsi pouvoir établir les meilleurs soubassements d'une société de l'information cognitive.

Ce sont surtout les jeunes, catégories stratégiques des usagers fréquemment majoritaires des bibliothèques et qui possèdent les capacités d'usage des NTICs, qui sont le fer de lance de la réalisation d'une société de l'information dans les pays en développement.

Des indicateurs statistiques comparables de ces catégories d'usagers et de leurs capacités d'usage des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTICs) doivent être introduits pour élaborer un système international réaliste de suivi et d'évaluation (à la fois qualitative et quantitative), des changements du comportement informationnel.

L'objectif consiste à introduire les données relatives aux bibliothèques et services documentaires dans le champ des statistiques officielles, de telle manière que les lacunes actuelles dans ce domaine puissent être identifiées et comblées. Les obstacles à la collecte de données, par exemple, les difficultés conceptuelles, les priorités concurrentes, le manque de ressources et la nécessité de renforcement des capacités devront être examinées, et des actions correctives seront suggérées.

En matière de fracture, le défi est de taille puisqu'il ne s'agit pas de quantifier un simple statut ou un acte visible mais de mesurer l'absence d'une pratique.

Ce sont plutôt les processus d'exclusion des services et systèmes d'accès à l'information appelé sous plusieurs vocables « illiteracy analphabétisme, illettrisme, faibles lecteurs, troubles d'apprentissage, illettrisme, semi-alphabétisme, sous-scolarisation » se présentant sous diverses conditions qu'il faut prendre en considération. Quelles que soient ces conditions de vie des populations défavorisées, reflet ou moteur des inégalités et des injustices, enjeu psychopédagogique et trouble d'apprentissage, freinent l'accessibilité des services d'information et bloquent l'exercice de la citoyenneté.

---

<sup>25</sup> - Momar Coumba Diop (dir.), Le Sénégal à l'heure de l'information, Paris, Karthala, 2002

Les conditions qui permettent d'établir le caractère prioritaire de cette situation d'illettrisme et d'en faire un problème social ne concernent pas seulement les institutions éducatives et culturelles. Une approche intersectorielle qui permet d'intervenir dans l'ensemble de la société «pour mettre en place des conditions favorables au développement et à la consolidation des compétences en lecture. La problématique des « faibles lecteurs » doit être analysée comme un processus où des acteurs mettent de l'avant un système de sens et d'actions qui encode cette situation en fonction d'intérêts localisés.

Les individus ayant des problèmes avec l'usage des lectures de l'écriture ne forment pas un groupe homogène. Ils sont soumis à des contingences socio-économiques et leurs moyens sont limités à des problèmes physiques et psychologiques plus fréquents. Leurs vies épousent des trajectoires différentes: leurs comportements culturels et informationnels a travers les ruptures sociales ou familiales, décrochages professionnels, sont représentés à travers leurs discours. C'est ceux ci que les études préalables pour la modélisation des systèmes statistiques doivent saisir.

La mesure de la diversité linguistique des contenus produits ou la capacité des jeunes d'une population de s'approprier des NTICs et de créer ces contenus seraient aussi des indicateurs intéressants à saisir ex : contenus produits par population âgée de moins de 25 ans. Il lui faut maintenant proposer des indicateurs sur la qualité de ces cultures africains par la voie idéale des méta-données du multimédia.

Il ne s'agit pas seulement de réfuter une modélisation statistique des organisations néo-libérales mais de proposer les différentes tendances de mesures, privilégiant la culture, les moyens de renforcement identitaire, qui mettent en exergue les spécificités de la société d'information.

Plutôt que des analyses comparatives globales ou parallèlement à ces analyses, il serait préférable de livrer des analyses sur des cas précis, dans une société ou un territoire donné. L'analyse des processus d'insertion des NTICs et des formes d'usage ne saurait se mener selon une logique simple de transfert d'un modèle imposé par rapport auquel les jeunes seraient de simples récepteurs, plus consommateurs qu'acteurs. Il s'agit de saisir si elles induisent de réels changements dans leurs modes de vie et d'apprécier la compatibilité de ces technologies avec les modes de fonctionnement spécifiques et concrets des sociétés et des économies locales.

Dans cette même tendance , on retrouve des études d'Orbicom, réseau international des chaires UNESCO en communication : « Observatoire de la fracture numérique ». L'objectif affiché de ces études est d'aller au delà des seuls critères de connectivité pour mesurer la fracture numérique.

Les indicateurs des habitudes et les comportements d'utilisations des sources et des ressources de bibliothèques (Nbre d'inscrits à la bibliothèque, Nbre d'ouvrages empruntés) et des actions autour de la maîtrise de l'informatique, telles qu'ils sont exprimés par les statistiques de l'UNESCO et les indicateurs de performance dans la norme ISO 11620, le système européen LIBECON des statistiques des services de bibliothèques, sont autant de référence qui apportent des indicateurs pour saisir objectivement les conditions informationnelles propres à chaque pays

## **5-Conclusion**

En dehors des cercles alter-mondialistes, il existe très peu de contestation de l'approche techniciste dominante de la conception de la société de l'information et encore moins, bien sûr, de remise en cause de ces indicateurs quantitatifs.

Ma proposition tente de dépasser les données orientées « équipement » et ainsi de susciter le débat sur les facteurs humains surtout dans les pays Africains les plus marginalisés pour prendre en compte des éléments fondateurs de l'environnement informationnel du pays observé. Les

mesures technologiques seules ne seront pas suffisantes pour combler le fossé numérique. Les aspects sociaux, politiques et culturels de l'information doivent également être abordés, si les populations du nord et du sud doivent en récolter pleinement les bénéfices. Les variables concernant les usages des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTICs) et leurs utilisations des sources d'information nous permettent d'émettre quelques hypothèses significatives concernant la société de l'information et la fracture numérique.

En minimisant ainsi la perception faussée de la fracture numérique, nous appuyons, un tant soit peu, les efforts des Organisations non-gouvernementales internationales documentaires « ONGID », les plus illustres. Cette proposition s'inscrit dans la même lignée que les tentatives de l'IFLA (International Federation of Library Associations and Institutions) pour faire reconnaître la position centrale des bibliothèques dans la société de l'information<sup>26</sup>. L'IFLA a essayé d'inclure dans la Déclaration de principes et le Plan d'action du Sommet mondial de la société de l'information<sup>27</sup> (SMSI Genève 2003). Il est important de se rendre compte de l'importance des textes référentiels pour beaucoup d'ONG qui y voient un moyen de faire pression au niveau national et international.

Si l'on reconnaît la fracture culturelle et numérique dans ces textes du SMSI, il faut se procurer les ressources nécessaires et se doter d'une couverture idéologique pour la réduire efficacement.

L'IFLA<sup>28</sup> et ses consœurs, doivent tisser des liens avec les militants des autres organisations de la société civile, et avec les instances savantes du secteur de l'information ou d'autres secteurs culturels. En tant que groupes de pression ils doivent conjuguer les efforts à mener afin de participer au mouvement citoyen de solidarité numérique. Ceci renforcerait la thérapie contre le fossé numérique, permettrait de juguler les griefs de la globalisation.

---

<sup>26</sup> - Voir dans les actes lors du pré-sommet "Libraries @ the Heart of the Information Society" la résolution arrêtée: - Proceedings of the IFLA Pre-World Summit Conference, Geneva, 3-4 Nov. 2003, The Hague, IFLA, 2003, 142 p.-

<sup>27</sup> - Documents : [www.itu.int/wsis](http://www.itu.int/wsis)

<sup>28</sup>- L'IFLA a réussi à ce que les bibliothèques soient mentionnées à plusieurs reprises dans la Déclaration de principes et le Plan d'action du SMSI. C'est une victoire pour notre profession qui tient - à juste raison - à faire reconnaître son rôle en tant que spécialiste des contenus